



RAPPORT INITIAL DE CONTROLE TECHNIQUE

Rénovation électrique maison d'arrêt d'Auxerre - 13 avenue Charles de Gaulle 89010
AUXERRE CEDEX - AUXERRE

N° D'AFFAIRE : C23125086
N° CHRONO : 1

CE RAPPORT
A ETE VALIDE PAR LE
CHARGE D'AFFAIRE LE
06/06/2025

SIGNATURE
GAUTHIER Damien

CHANTIER
13 AVENUE CHARLES DE
GAULLE

89000 AUXERRE



OBSERVATIONS

OBJECTIFS DU RAPPORT

Le présent rapport donne l'avis du contrôleur technique sur les ouvrages concernés par sa mission au stade de la conception, sur la base des éléments transmis et mentionnés au § Documents examinés.

Le dossier examiné a été reçu :

Avant envoi du dossier de consultation des entreprises

MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE CONFIEES

Les missions objet de notre contrat de contrôle technique sont les suivantes :

SEI	Sécurité des personnes dans les ERP et IGH
STI	Sécurité des personnes dans les immeubles du secteur tertiaire et industrie

ETENDUE DES MISSIONS

Conformément à notre contrat, l'étendue des missions est précisée pour les éléments de mission ci-dessous :

SEI - Sont exclus de la prestation :

- La vérification, au regard de la réglementation des ICPE (code de l'environnement livre V Titre I et décrets d'application), des installations classées qui sont incluses dans les établissements recevant du public, à l'exception des installations classées citées dans le règlement de sécurité ERP, les isolements et les intercommunications ;
- La sécurité des personnes pendant toute la durée du chantier ;
- La protection des travailleurs et du public contre les dangers des rayonnements ionisants.

Ascenseurs : la mission ne comporte pas les contrôles réalisés dans le cadre de l'évaluation de conformité en application des articles R134-16 à R134-34 du CCH, ni la vérification de conformité de l'installation existante aux exigences de mise en sécurité des ascenseurs en application des articles R134-1 à R134-5.

STI - Sont exclus de la prestation :

- La solidité des ouvrages ou éléments d'équipement qui est réputée acquise ;
- La protection contre les rayonnements ionisants ;
- Les équipements de travail (levage, machine) et leurs dispositifs d'accès ;
- La vérification des ouvrages au regard de la réglementation ICPE (code de l'environnement Livre V –Titre 1er et décrets d'application) ;
- Les installations de production d'énergie électrique et leurs raccordements (éolien, photovoltaïque) ;

- Les vérifications relatives au respect des dispositions de protection vis-à-vis des risques naturels (foudre, ...) et technologiques.

Ascenseurs : la mission ne comporte pas les contrôles réalisés dans le cadre de l'évaluation de conformité en application des articles R134-16 à R134-34 du CCH, ni la vérification de conformité de l'installation existante aux exigences de mise en sécurité des ascenseurs en application des articles R134-1 à R134-5.

SOMMAIRE

1. INFORMATIONS GENERALES	4
2. DESCRIPTION DE L'OPERATION	5
3. SYNTHESE DES PRINCIPAUX RISQUES DE L'OPERATION	6
4. SYNTHESE DES AVIS	7
5. AVIS AU STADE CONCEPTION	8
6. DOCUMENTS EXAMINES	12
7. DIFFUSION	12

1. INFORMATIONS GENERALES

1.1 OPERATION

Rénovation électrique maison d'arrêt d'Auxerre - 13 avenue Charles de Gaulle 89010 AUXERRE CEDEX
CONTROLE TECHNIQUE DES CONSTRUCTIONS

Permis de construire ou autorisation administrative

Nous ne disposons pas de la date de dépôt de la demande d'autorisation administrative.

A défaut nous avons pris en compte une date de référence pour le choix de la réglementation applicable.

Cette date est à confirmer par la Maîtrise d'ouvrage.

Date de référence prise par défaut : 27/10/2023

Selon les éléments communiqués par le maître d'ouvrage

- Date prévisionnelle de début de chantier : 27/10/2023
- Montant prévu des travaux : 1 100 000 € HT
- Durée prévisionnelle du chantier : 9 mois

Classement réglementaire :

- Etablissement pénitentiaire : Prisons

1.2 MAITRISE D'OUVRAGE

Maître d'Ouvrage : DIR. INTERREGIONALE DES SCES
PENITENTIAIRES CENTRE EST DIJON
72A RUE D AUXONNE
21000 DIJON

2. DESCRIPTION DE L'OPERATION

2.1 DESTINATION DES LOCAUX

Pour l'établissement du présent rapport, la destination des ouvrages portés à notre connaissance prend en compte les usages suivants :
Service public : Pénitenciaire

2.2 DESCRIPTION DU PROGRAMME DES TRAVAUX

Rénovation électrique maison d'arrêt - AUXERRE (89)

3. SYNTHESE DES PRINCIPAUX RISQUES DE L'OPERATION

3.1 MISSIONS COMPLEMENTAIRES RECOMMANDEES

Dans le cadre de la contribution à la prévention des aléas techniques inhérents au projet, nous restons à la disposition du Maître d'ouvrage pour étudier des missions complémentaires non prévues au contrat de contrôle technique.

4. SYNTHÈSE DES AVIS

4.1 PAR EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES

Le tableau ci-dessous présente de manière synthétique les exigences réglementaires potentiellement non respectées sur le projet



SEI - Sécurité des personnes dans les ERP et IGH

GENERALITES – (Art. 2 à 24)	●
LOCAUX D'HEBERGEMENT, D'ACTIVITES SOCIOCULTURELLES DE SANTÉ ET D'ACCUEIL DES VISTIEURS – (Art. 25 à 61)	●



STI - Sécurité des personnes dans les immeubles du secteur tertiaire et industrie

OBLIGATIONS GÉNÉRALES DU MAÎTRE D'OUVRAGE – (Section I)	●
CONCEPTION ET RÉALISATION DES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES – (Section 2)	●

5. AVIS AU STADE CONCEPTION

5.1 CODIFICATION DE NOS AVIS

Ceux-ci sont exprimés sous la forme suivante :

Avis Favorables (F) :

Ils sont donnés par rapport aux informations figurant dans le dossier qui nous est soumis. Ces avis seront confirmés en fonction des éléments qui nous seront proposés lors de la phase exécution.

Avis Défavorables (D)

Lorsque les informations figurant dans les documents examinés montrent un risque anormal vis-à-vis d'un aléa technique du fait d'un écart relevé selon les référentiels associés à l'une de nos missions, de la pérennité de l'ouvrage, des dispositions contraires aux règles de l'art, règles de calculs, DTU, normes.

Avis Suspendus (S) :

Lorsque les informations figurant dans les documents examinés sont insuffisantes pour nous permettre de nous prononcer (manque de précisions, ambiguïté, absence de document,...). Il deviendra automatiquement défavorable si les précisions demandées et reconnues satisfaisantes ne sont pas fournies dans des délais compatibles avec la réalisation des travaux.

Hors Mission (HM)

Elément ne faisant pas partie des marchés de travaux nous étant communiqués ou hors du cadre de notre mission.

Sans Objet (SO)

Elément Sans Objet dans le cadre du projet

Pour Mémoire (PM)

Exigence réglementaire pour mémoire

5.2 Avis sur exigences réglementaires - Sécurité des personnes dans les ERP et IGH

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS
ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES - DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES ET MOYENS DE SECOURS Arrêté du 18/07/2006		
GENERALITES (Art. 2 à 24)		
Classement des locaux (Art. 2)	S	<p>Classement de l'établissement</p> <p>N°E1 - 2 La notice AVP laisse apparaître des références a des articles des établissements du 1er groupe selon le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP</p> <p>Or, a notre sens, la maison d'arrêt d'Auxerre est assujetties aux dispositions réglementaires relevant des Établissements pénitentiaires - Arrêté du 18/07/2006</p> <p>Il conviendra de nous communiquer le classement de l'établissement</p>
Secours électrique (Art. 14)	S	<p>Alimentation électrique de l'installation de sécurité incendie</p> <p>N°E2 - 1 Le schéma électrique décrivant le principe d'alimentation des installations de sécurité sera à nous communiquer.</p> <p>Pour mémoire dans le cas présent d'une source de remplacement alimentant communément les installations secourus et les installations de sécurité, ces dernières devront être alimentées par un circuit indépendant</p>
LOCAUX D'HEBERGEMENT, D'ACTIVITES SOCIOCULTURELLES DE SANTE ET D'ACCUEIL DES VISTIEURS (Art. 25 à 61)		
Gaines pour colonnes montantes électricité (Art. 57)	S	Alimentation des TD N/R

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS	
		N°E3 - 1	<p>Le cheminement des câbles d'alimentation des TD N/R sera à nous préciser.</p> <p>Pour mémoire, lorsque des colonnes montantes « électricité » sont mises en place dans des gaines contenant un ou plusieurs autres conduits, elles doivent être séparées de ces derniers par une paroi pare-flammes de degré 1/4 d'heure (E 15) et réalisée en matériaux incombustibles ou de catégorie A1.</p> <p>La paroi de séparation susvisée peut ne pas occuper toute la profondeur de la gaine commune si cette dernière dimension excède nettement la dimension de protection recherchée (30 cm).</p>
LOCAUX DU PERSONNEL ET D'ACTIVITES DE TRAVAIL ET DE FORMATION DU DETENU (Art. 62 à 67)			
Détection automatique d'incendie (Art. 66)	F		
		N°E6 - 1	<p>Atelier 2 au sous sol et local Greffe et armurerie au RDC</p> <p>Ces locaux sont surveillés par une détection automatique d'incendie</p>

5.3 Avis sur exigences réglementaires - Sécurité des personnes dans les immeubles du secteur tertiaire et industrie

EXIGENCES/LOCALISATION			AVIS	
PROTECTION DES TRAVAILLEURS CONTRE LES COURANTS ELECTRIQUES Décret n°2010-1017 du 30/08/2010				
OBLIGATIONS GENERALES DU MAITRE D'OUVRAGE (Section I)				
Dossier technique (R4215-2)	S		N°E4 - 1	Les schémas unifilaires et les notes de calculs des installations électriques seront à nous communiquer
CONCEPTION ET REALISATION DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES (Section 2)				
Locaux ou emplacements de service électrique (R4215-13)	S			
			Local TGBT MA au RDC	

EXIGENCES/LOCALISATION

AVIS

 **N°E5 - 1**

Le local accueillant le nouveau TGBT MA situé au RDC ne semble pas équipé d'un éclairage de sécurité

6. DOCUMENTS EXAMINES

Nous avons examiné les documents suivants pour établir les avis du présent rapport.

7. DIFFUSION

DESTINATAIRE PRINCIPAL :

DIR. INTERREGIONALE DES SCES PENITENTIAIRES CENTRE

Jordan DEBORTOLI

jordan.debortoli@justice.fr

DESTINATAIRES EN COPIE :

DIR. INTERREGIONALE DES SCES PENITENTIAIRES CENTRE EST DIJON

John RESSE

john.resse@justice.fr